

Le programme libéral du candidat UMP

En libéral convaincu, et bien qu'il s'en défende (mal), Nicolas Sarkozy prône un effacement de l'Etat et la réduction drastique de ses moyens. Inventaire :

- **réduction forte du nombre de fonctionnaires**, dont le président de l'UMP se garde bien de préciser la répartition ;
- **remise en cause des avantages** « indus » de la fonction publique ;
- **importation dans le secteur public** des modes d'organisation et de gestion du secteur privé, de la « culture » individuelle de la performance à l'intéressement, en passant par la rémunération des heures supplémentaires...
- sur la base du rapport Péberau, devenu son « livre de chevet », **gel des dépenses publiques et suspension de toute les utilisations de l'instrument budgétaire à des fins conjoncturelles**, quel qu'en soit le prix pour la croissance ;
- interrogation sur la pérennité et le périmètre des services publics, fondée sur la conviction de **la supériorité de principe de la gestion privée sur la gestion publique** ;
- déréglementation du marché du travail par la **fusion du CDD et du CDI en contrat de travail unique**, instaurant un nouveau dualisme entre travailleurs nouvellement embauchés et les autres au cœur même de l'entreprise ;
- **affaiblissement considérable des protections** contre le licenciement, Nicolas Sarkozy troquant les garanties légales actuelles contre le paiement d'une taxe par les entreprises par salarié licencié.

N'en jetons plus. Tel est le vrai visage de Nicolas Sarkozy : le chantre d'une véritable révolution libérale aux conséquences radicales sur le plan économique et social de notre pays.